

Extrait du SNUipp-FSU 65

<http://65.snuipp.fr>

Dimanche 19 octobre : Assez du jeu de dupes à l'Education nationale !

- Archives - année 2010 / 2011 - Les actions - Actions modalités -



SNUipp-FSU 65

Communiqué de presse SNUipp

Aujourd'hui les professeurs des écoles sont massivement dans la rue. C'est l'expression d'un mécontentement sans précédent. Le SNUipp demande solennellement au ministre de l'Education Nationale de prendre la mesure de ce mécontentement et du trouble que provoque sa politique dans les écoles et d'ouvrir au plus vite de véritables négociations.

Dans le cas contraire, le SNUipp proposera à ses partenaires de donner une ampleur inédite aux suites de l'action, notamment en appelant à une journée de grève unitaire dans l'Education Nationale en novembre.

En effet, les enseignants des écoles ne se sont jamais sentis autant méprisés par leur ministre. Ils n'ont jamais connu autant de simulacres de discussion. Ce sont les fondements de l'école publique qui sont remis en cause. La limite de l'acceptable est largement dépassée. C'est le métier et l'engagement quotidien des enseignants au service des élèves qui sont décriés et dévalorisés.

Ainsi quand le lundi Xavier Darcos annonce l'ouverture de discussions sur la « sédentarisation » des enseignants de RASED, le vendredi les inspections académiques annoncent que d'ici trois ans le dispositif des Rased aura été supprimé et que les maîtres E et G seront réaffectés dans des classes.

Une proposition de loi sur les EPEP sera déposée en janvier par 3 députés : le ministre la devance et, sans aucune concertation, réserve 500 postes administratifs pour un dispositif dont les projets successifs ont rencontré l'opposition des municipalités et des enseignants parce qu'il bouleverse l'équilibre construit au cours des années entre les municipalités et l'école.

Pour la première fois, un ministre de l'Education Nationale annonce 6000 suppressions de postes alors que l'école primaire accueillera 20 000 élèves supplémentaires à la rentrée prochaine !

Avec les attaques sur la maternelle *, c'est la dignité professionnelle des enseignants qui est remise en cause et des milliers d'élèves qui ne peuvent être inscrits.

Peut-on laisser un ministre et un groupe restreint d'hommes de cabinet prétendre un jour supprimer l'enseignement de la déclaration des droits de l'homme des programmes, imposer l'apprentissage du passé antérieur, réglementer les nominations des enseignants des écoles dans tous les départements ou encore annoncer la publication des résultats école par école ?

Quels parents croiront qu'avec moins d'heures de classe chaque semaine, des programmes plus lourds, moins d'enseignants, des dispositifs pour les élèves en difficulté supprimés, les élèves pourraient mieux réussir à l'école ?

**Déclaration de Xavier Darcos, ministre de l'Education Nationale devant le Sénat le 3 juillet 2008 : « Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits de l'Etat, que nous fassions passer des concours à bac +5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? »*

Chiffre : 80 000 personnes dans la rue aujourd'hui pour défendre une politique éducative ambitieuse.